



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Au-Canada-les-Premieres-nations-sonnent-la-revolte-sociale-et-ecologiste>

Manifestation à Montréal le 21 juin

# Au Canada, les Premières nations sonnent la révolte sociale et écologiste

- Politique canadienne - Premières nations -



Date de mise en ligne mardi 21 mai 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

**« L'inertie, c'est fini ! ». Tel est le slogan qui marque le réveil des Premières nations canadiennes. Frappés par de graves inégalités et discriminations, menacés par la folie extractive de l'industrie pétrolière et minière, ignorés du gouvernement ultra-conservateur, peuples autochtones, métis et inuits du Canada sonnent la révolte sociale et écologique. Mené par des femmes, leur mouvement multiforme, Idle No More, s'étend des lointaines plaines glacées aux métropoles, en passant par les réseaux sociaux.**

**Tiré de Basta Mag.**

### **Le défi est d'ampleur**

Le mouvement a été fondé à l'automne 2012 par quatre femmes, dont deux autochtones, dans la province de la Saskatchewan, à l'ouest du Canada. C'est encore une femme qui permet sa médiatisation et son entrée sur la scène publique : Theresa Spence, une cheffe de la réserve d'Attawapiskat (Ontario), qui mène un jeûne de six semaines dans un tipi à deux pas du Parlement d'Ottawa [2]. Theresa Spence s'était déjà illustrée, en 2011, en décrétant l'état d'urgence dans sa réserve devant l'insalubrité des abris, sans eau ni électricité, où des familles entières vivaient dans le froid.

### **Quand le Canada voulait « tuer l'indien en eux »**

Une lutte en forme de revanche pour ces femmes des Premières nations, touchées de plein fouet par les inégalités. Celles qui n'ont pas pu terminer leurs études subissent deux fois plus le chômage que les Canadiennes non autochtones (un taux de chômage respectif de 20,5 % contre 9,2 %). Les femmes se déclarant des Premières nations, « Métisses » ou « Inuites » perçoivent des revenus 25% inférieurs à leurs concitoyennes [3]. Tout en ayant plus souvent à charge leur famille. Beaucoup sont victimes de violences domestiques dans les réserves, et d'assassinats dans les grandes villes de l'ouest du pays, où les plus défavorisées se prostituent. En matière sociale, la liste de leurs revendications est donc longue : communautés vivant dans la misère malgré les subventions, alcoolisme extrême, dépressions, suicides au moins trois fois plus nombreux que dans le reste de la population...

Sans oublier le « syndrome des pensionnats », du nom de la politique d'État qui en 150 ans a enlevé plus de 150 000 enfants autochtones à leurs parents pour les placer dans des pensionnats où régnait la maltraitance. Le but : « Tuer l'Indien en eux ». Le gouvernement canadien s'en était excusé en 2008. L'ancien Premier ministre Paul Martin vient de qualifier cette politique de « génocide culturel » [4].

### **Dernière barrière humaine**

C'est par ses mobilisations écologistes que le mouvement s'illustre. Sa priorité est de lutter contre les lois anti-environnementales du gouvernement de Stephen Harper, le Premier ministre canadien. Fin 2012, sous la pression avérée de l'industrie des oléoducs (l'Association canadienne de pipelines d'énergie), et indirectement des grandes compagnies pétrolières présentes en Alberta - dont Total, qui y exploite les sables bitumineux -, le gouvernement a réduit comme peau de chagrin la protection des milliers de lacs et rivières du pays. Il a également limité les processus d'évaluation environnementale préalables à l'exploitation de ressources naturelles, et diminué la possibilité pour les Premières nations d'être consultées sur ces questions.

Les réserves indiennes, souvent situées dans de vastes espaces naturels au nord du pays, sont particulièrement menacées par ces nouvelles règles du jeu. Elles risquent de voir augmenter les ravages des industries pétrolières et minières. « En Alberta, où sont exploités les sables bitumineux, les Premières nations font venir de l'eau en bouteilles alors qu'elles vivent au bord des fleuves. Les poissons ont trois yeux, la bouche déformée, les canards sont englués dans les bassins de contention.... », s'insurge Melissa Mollen-Dupuis, la représentante du mouvement au Québec. Elle fait référence aux témoignages des habitants de la communauté autochtone de Chipewyan, confortés par l'étude (

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2010/08/30/003-pollution-sable-bitumineux-etu.shtml>) du biologiste David Schindler, qui fait état d'une concentration exceptionnelle de plomb et de mercure dans la rivière Athabasca. Une étude contestée par le gouvernement fédéral et le lobby pétrolier. « Nous protestons contre la fracturation hydraulique (pour l'extraction du gaz de schiste, ndlr), contre les coupes abusives dans les forêts, contre l'exploitation des sables bitumineux. Nous sommes la dernière barrière humaine entre le gouvernement et les ressources naturelles ! », poursuit-elle.

### Colossale dette écologique

Intégrer la dette environnementale qu'accumule le gouvernement et les compagnies pétrolières et minières auprès des Premières nations, pour faire baisser la bonne note du Canada, attribuée par des agences de notation, sur les marchés financiers. Telle est l'idée suggérée par un leader autochtone d'Idle No More en Colombie-Britannique, Arthur Manuel. Puisque les ressources naturelles sont extraites de territoires dont certains sont légalement protégés par des traités, autant en tenir la comptabilité. Et cette dette est colossale. En 2012, épaulée par l'étude de l'économiste Fred Lazar, les 49 communautés de la « Nation Nishnawbe Aski », dans le nord de l'Ontario, ont adressé symboliquement au gouvernement de la province une facture de 127 millions de dollars canadiens (97 millions d'euros). « Soit une annuité correspondant à une infime partie de la dette totale sur un siècle » !

Autre spécificité d'Idle No More : son fonctionnement. « Chaque matin, les quatre fondatrices et les leaders dans chaque province (le Canada en compte dix, ndlr) utilisent Facebook pour échanger sur les actions à venir. Elles sont répercutées sur le site officiel d'Idle No More » (<http://idlenomore.ca/>), explique Widia Larivière, cofondatrice du mouvement au Québec. Rien n'est imposé, et au sein même de chaque Province, des communautés ou des individus prennent des initiatives au nom du mouvement, sans forcément nous consulter. Toute l'information passe par les réseaux sociaux. Les gens se mobilisent au cas par cas. »

Au Québec, on a ainsi pu assister à des « teach-in » (inspiré du mot « sit-in »), ateliers d'apprentissage ou mini-conférences sur le mouvement, et à des manifestations dans les rues de Montréal tout autant que dans des communautés très éloignées. Une marche de 1600 kilomètres a été menée par de jeunes Autochtones du Nunavik (grand Nord du Québec) baptisée le « Chemin des êtres humains » (« The Journey of Nishiyuu »), en cri, la langue amérindienne la plus parlée au Canada. Le périple entamé mi-janvier et en raquettes par sept jeunes de 17 à 21 ans, par un froid polaire, s'est achevé avec près de 300 marcheurs à Ottawa, la capitale fédérale, deux mois plus tard. Ils n'ont pas été reçus par le Premier ministre - Stephen Harper était parti à l'aéroport accueillir des pandas venus de Chine... - mais par des centaines de supporters, des sympathisants du mouvement Occupy, des écologistes, et par la gauche parlementaire.

### « Ce mouvement me décolonise moi-même »

Idle No More est plus qu'un mouvement. C'est également une forme de thérapie collective, charriant une fierté identitaire qui relève de la survie, tant la culture des Premières nations a été méthodiquement annihilée. Les marcheurs du « Chemin des êtres humains », dont certains étaient dépressifs et toxicomanes, comme de nombreux jeunes Autochtones, ont dit combien la marche, inspirée par les longs trajets à pied que leurs ancêtres accomplissaient pour commercer, avait eu un rôle thérapeutique et identitaire. « Ce mouvement me décolonise

moi-même », commente Widia Larivière, qui a ressorti pour les manifestations un petit tambourin offert par sa mère qu'elle n'avait jamais utilisé.

Au plan politique, Idle No More a permis aux représentants autochtones - rassemblés au sein de l'assemblée des Premières nations - de rencontrer Stephen Harper au plus fort de la contestation, en janvier dernier, sans que leurs revendications soient satisfaites pour le moment. Mais le mouvement se poursuit, même s'il a disparu des médias canadiens depuis que Theresa Spence a cessé sa grève de la faim... Idle No More vient d'ailleurs de s'allier avec une autre organisation autochtone, Defenders of the Land (« Défenseurs de la terre ») (<http://www.defendersoftheland.org/>) pour concocter un « été de la souveraineté » qui promet d'être agité. Au menu des revendications : la révocation de la nouvelle loi qui laisse le champ libre à l'exploitation des ressources naturelles, l'adoption d'un système électoral à la proportionnelle au niveau fédéral, la mise en oeuvre au niveau canadien de la déclaration onusienne des droits des peuples autochtones... et une enquête nationale sur les meurtres et disparitions des femmes autochtones. L'été sera rouge, avec une plume.

### Notes

[1] Au Canada, le mot « amérindien » est moins utilisé qu'aux Etats-Unis. On parle également de « Premières nations » pour désigner les peuples autochtones, et on utilise les mots « autochtones » (au Québec), « natives », « indigenous people » ou « aboriginal people » (dans les provinces anglophones).

[2] Elle a pris la décision de cesser sa grève de la faim suite à l'adoption d'une déclaration par des organisations autochtones et les deux principaux partis canadiens d'opposition - le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral. Le Premier ministre Stephen Harper n'a pas accepté de la rencontrer.

[3] Selon les données les plus récentes : <http://www.cfc-swc.gc.ca/rc-cr/stat/wic-fac-2012/sec10-fra.html>

[4] Depuis 2008, une « Commission Vérité et Réconciliation » parcourt le pays pour recueillir les témoignages et faire connaître ce pan d'histoire.